PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 8 octobre 2018

oooooooooooooooo

L'an deux mil dix-huit, le huit octobre, le Conseil Municipal
De la Commune de FARGUES SAINT-HILAIRE, dûment convoqué,
S'est réuni en session ordinaire à la Mairie en salle du conseil municipal,
Sous la Présidence de Monsieur Bertrand GAUTIER, Maire.
Conseillers Municipaux en exercice : 23
Convocations du 25 septembre 2018

Présents : ALLAIS Florence ; BARBE Dominique ; BAUMARD Laurence ; BOUCHEZ Patricia ; BOUYER Cécile ; CHEVALARD Paul ; DELAHAYE Laurent ; DESLANDES Ingrid ; DUBOIS Bertrand ; GARCIA Norbert ; GAUTIER Bertrand ; GEN-RAT Stéphane ; GORSE Jean-Paul ; GUIMBERTEAU Alexandre ; LEVEQUE Marc ; NABAIS RAMOS Manuel ; SAMIE Jean-Marc

Excusés : FAVREAU Virginie (donne pouvoir à DELAHAYE Laurent) ; ROCA Nathalie (donne pouvoir à GAUTIER Bertrand) ; RODRIGUEZ Ghislaine (donne pouvoir à Dominique BARBE)

Absents : MAYOR Sébastien ; SALANON Jean-Marie ; SCAILLIEREZ Alizée

Secrétaires de Séance : ALLAIS Florence ; GUIMBERTEAU Alexandre

Après avoir constaté que le quorum était atteint (17 présents ; 3 pouvoirs), Monsieur Bertrand GAUTIER, Maire, ouvre la séance à 20h35. Madame Florence ALLAIS et Monsieur Alexandre GUIMBERTEAU sont nommés secrétaires de séance.

Délibération D2018-56

Objet : approbation du procès-verbal de la séance du 5 juillet 2018

Monsieur le Maire précise que le procès-verbal de la séance du 5 juillet 2018 a été adressé à chaque conseiller municipal avec la convocation.

Il demande s'il y a des observations sur la rédaction du document à transmettre aux secrétaires de séance.

Le Conseil Municipal,

Vu le code de général des collectivités territoriales,

Vu le procès-verbal du 5 juillet 2018,

Considérant les remarques transmises aux secrétaires de séance en ce qui concerne le contenu des interventions,

Après en avoir délibéré,

POUR	20
CONTRE	0
ABSTENTION	0

APPROUVE le procès-verbal de la séance du 5 juillet 2018.

Délibération D2018-57

Objet : Délibération portant décision budgétaire modificative n°1 du budget annexe de l'assainissement

Monsieur le Maire laisse la parole à Patricia BOUCHEZ qui expose que le budget annexe de l'assainissement voté le 19 mars dernier nécessite un ajustement de sa section d'investissement en dépenses sans augmentation des crédits :

- les crédits prévus à l'opération 10009 (travaux issus du schéma d'assainissement) sont transférés à l'opération 10012 (26^{ème} tranche d'assainissement) ; en effet les deux opérations sont regroupées s'agissant d'un même programme suivi par un seul maître d'œuvre ; la nouvelle tranche ainsi constituée présente des crédits en diminution de 58 308 € ;
- une nouvelle opération 10013 relative aux travaux préparatoires de la déviation est créée. Les crédits déduits de l'opération précédente sont réinvesti à l'article 2158 pour 58 308 € afin de financer les travaux à la charge de la commune sur ses réseaux d'assainissement.

Patricia BOUCHEZ indique que les travaux sur les réseaux électriques et d'eau potable consécutifs à la déviation ne seront pas financés par la commune.

Florence ALLAIS demande si ces travaux sur le réseau d'assainissement génèrent une modification du schéma d'assainissement. Monsieur le Maire répond que le schéma n'est pas modifié, seul le réseau est dévoyé pour ne pas se situer sous le futur rond-point de la déviation.

Le Conseil Municipal,

Vu le code de général des collectivités territoriales,

Vu la délibération D2018-17 du 19 mars 2018 approuvant le budget annexe de l'assainissement,

Vu les précédentes décisions budgétaires modificatives du budget M49,

Considérant la nécessité de prendre une décision budgétaire modificative n°1 du budget M49 de réajustement des crédits budgétaires tels que présentés dans le tableau en annexe pour faire face aux bonnes conditions comptables et financières de ce budget,

Après en avoir délibéré,

POUR	19
CONTRE	0
ABSTENTION	1 (Alexandre GUIMBERTEAU)

APPROUVE la décision budgétaire modificative n°1 du budget annexe de l'assainissement.

Délibération D2018-58

Objet : délibération portant sur la charte locale pour un accès à une alimentation de qualité proposée par le Département de la Gironde

Monsieur le Maire laisse la parole à Paul CHEVALARD qui présente les objectifs de la charte. C'est une charte de principe proposée par le Département. Ultérieurement, des actions concrètes de mise en œuvre seront assurées localement par les collectivités par l'intermédiaire de leurs compétences sociales (CCAS, CIAS).

Les travaux du *Livre blanc des territoires girondins* et les contributions qui ont été remises dans le cadre du pacte territorial des Hauts-de-Garonne ont confirmé l'importance d'assurer l'accès de chacun

aux droits fondamentaux, parmi lesquels une alimentation de qualité. Il s'agit ainsi de répondre au défi alimentaire en s'appuyant sur les nombreuses initiatives locales (épiceries solidaires, jardins partagés, ateliers cuisine...) et de structurer l'action locale et territoriale pour permettre un accès pour tous à une alimentation saine, équilibrée, produite localement et accessible financièrement.

A ce titre, un groupe de travail intitulé « alimentation de qualité et aide alimentaire » a été mis en place avec les acteurs à l'initiative du Département en juin 2017 pour rédiger une charte locale pour un accès à une alimentation de qualité à l'échelle des communautés de communes des Coteaux bordelais, des Portes de l'Entre-deux-Mers et du Créonnais.

La charte s'appuie sur des constats et différentes expériences menées sur le territoire de ces communautés de communes et à l'échelle départementale en vue de faire évoluer l'offre d'aide alimentaire et d'accompagnement social en vue de toucher un plus large public.

L'objectif final de la charte est de permettre l'élaboration d'un plan d'action concret de déploiement d'une alimentation de qualité accessible à tous : information et orientation des publics, développement des services d'accompagnement, développement de l'approvisionnement local et de la qualité des produits de l'aide alimentaire. Dans cette optique, la charte définit les relations entre les partenaires sur la base de valeurs partagées, en respectant les rôles de chacun et en se basant sur le principe de subsidiarité. Elle énonce des objectifs communs et les engagements des partenaires.

La signature de la charte est prévue d'ici fin 2018. L'adhésion à la charte sera ouverte à toute collectivité ou structure volontaire.

Le Conseil Municipal,

Vu le code de général des collectivités territoriales,

Considérant la sollicitation du département de la Gironde dans le cadre du Pacte territorial des Hauts de Garonne se rapportant à la mise en œuvre d'une charte sur l'accès à une alimentation de qualité,

Après en avoir délibéré,

POUR	20
CONTRE	0
ABSTENTION	0

APPROUVE les objectifs et axes de la charte locale tels que définis dans le document joint,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la charte en tant que partenaire de sa mise en œuvre.

Délibération D2018-59

Objet : Délibération portant sur la convention de mise en œuvre du protocole de télétransmission des actes administratifs de la commune de Fargues Saint-Hilaire

Monsieur le Maire rappelle que la commune adhère à DOCAPOST FAST pour assurer la télétransmission des actes administratifs. Mais la signature de la convention avec Gironde Numérique permet à la commune d'accéder gracieusement à des services prévus dans l'offre de base, dont la fonction de tiers de télétransmission. Les clés cryptées avec les certificats de signature seront compatibles avec cette nouvelle solution. L'économie réalisée par la commune est d'environ 1500 € par an.

La commune de Fargues Saint-Hilaire dans le cadre de la mise en place des services mutualisés d'administration électronique, souhaite dématérialiser les actes administratifs et les actes liés à la comptabilité publique.

Pour ce faire, il est nécessaire de choisir un tiers de télé transmission afin de respecter le cadre réglementaire en vigueur.

La commune de Fargues Saint-Hilaire a choisi dans le cadre de son adhésion au syndicat mixte Gironde Numérique le tiers de télé transmission appelé S2LOW.

Préalablement à la mise en œuvre de la télé transmission des actes, il convient de signer avec les responsables de l'État dans le département les conventions idoines fixant le périmètre et les modalités de transmission.

Par conséquent, je vous propose de m'autoriser à signer avec le Préfet de la Gironde la convention relative à la télé transmission des actes soumis à son contrôle et avec les autorités compétentes les conventions relatives à la mise en place de la dématérialisation de la comptabilité publique.

Il est également précisé que la commune bénéficie de services avec Gironde Numérique telle la sauvegarde des données externalisées.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 139, et le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 pris pour son application, autorisent la transmission des actes des collectivités et des établissements publics de coopération intercommunale par voie électronique.

Après en avoir délibéré,

POUR	20
CONTRE	0
ABSTENTION	0

AUTORISE le Maire à signer les conventions relatives à la dématérialisation avec la Préfecture de la Gironde et à la dématérialisation de la comptabilité publique avec les services compétents de la Direction des finances publiques au niveau local ou national.

Délibération D2018-60

Objet : Délibération donnant autorisation au Maire de signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec le Conseil Départemental de la Gironde pour les aménagements d'un carrefour giratoire entre la RD n°115 et la déviation de Fargues-Saint-Hilaire

A l'orée du démarrage des travaux de la déviation de la RD936, le département de la Gironde propose à la commune une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour les aménagements du giratoire des Bons Enfants à l'intersection entre la RD115 et la déviation de Fargues :

- La commune prend à sa charge les travaux d'éclairage public du giratoire dont le montant prévisionnel arrêté par le SDEEG est de 66 132 € TTC frais de maîtrise d'œuvre inclus. La partie travaux représente 52 072,95 € HT, la maîtrise d'œuvre 3 037,05 € HT. Le SDEEG octroie sa subvention de 20% au titre de l'éclairage public sur le montant des travaux.
- Le département verse à la commune une participation de 15 000 € forfaitaire pour les travaux d'éclairage. Le coût net des travaux pour la commune sera donc d'environ 30 925 € HT.

Il est rappelé que la commune prendra en charge les travaux d'entretien et de maintenance de l'ouvrage ainsi que du passage inférieur.

Monsieur le Maire demande autorisation de signature pour la convention avec le Département.

Sur question de Florence ALLAIS, le Maire précise qu'il y a eu une négociation avec le département pour la réalisation d'un passage souterrain supplémentaire. En contrepartie que la commune s'est engagée à s'occuper de son entretien ainsi que l'entretien paysager du giratoire.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la proposition de convention du Conseil Général de la Gironde concernant les aménagements d'un carrefour giratoire entre la RD n°115 et la déviation de Fargues-Saint-Hilaire,

Après en avoir délibéré,

POUR	19
CONTRE	0
ABSTENTION	1 (Alexandre GUIMBERTEAU)

AUTORISE le Maire à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec le Département pour les aménagements suivants :

- La commune prend à sa charge les travaux d'éclairage public du giratoire ;
- Le département verse à la commune une participation de 15 000 € forfaitaire pour les travaux d'éclairage.

Délibération D2018-61

Objet : Délibération portant sur les demandes d'adhésions des communes à la compétence D – Défense Incendie – du SIAEPA de la région de Bonnetan

Depuis le début de l'année 2018 les communes de Bonnetan, Créon, Croignon, Cursan, Le Pout, Sadirac, Saint-Sulpice et Cameyrac, Lignan-de-Bordeaux, Fargues Saint-Hilaire, Loupes, Camarsac, Salleboeuf, Beychac et Caillau, Saint Genès de Lombaud ont délibéré pour adhérer à la compétence D « Défense Extérieure Contre l'Incendie » du SIAEPA de Bonnetan.

Communes	Date de la délibération	Compétence D « DECI » choix des missions		
		Création et maintenance des PEI (Base)	Schéma directeur (Optionnel)	Contrôle des PEI (Optionnel)
Bonnetan	29/01/2018	X	X	
Créon	31/01/2018	X		
Croignon	15/02/2018	X	X	X
Le Pout	05/03/2018	X		
Sadirac	01/03/2018	X	X	
Saint Sulpice et Cameyrac	05/03/2018	X		
Cursan	12/03/2018	X		
Lignan de Bordeaux	20/01/2018	X		
Fargues Saint-Hilaire	31/01/2018	X		

Salleboeuf	12/02/2018	X		
Loupes	05/03/2018	X		
Camarsac	31/05/2018	X		
Beychac et Caillau	20/06/2018	X		

Conformément à l'article 4 des statuts du SIAEPA de la région de Bonnetan, le transfert de la compétence s'opère dans les conditions fixées à l'article L5211-18 (pour l'adhésion à une compétence optionnelle).

Les membres du SIAEPA de la région de Bonnetan ont trois mois pour se prononcer sur les quatorze adhésions relatives à la compétence D « Défense Extérieure Contre l'Incendie ».

Le Conseil Municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les délibérations du SIAEPA de Bonnetan n°10/2018 du 03 avril 2018, n°30/2018 du 20 juin 2018 et n°40/2018 du 13 septembre 2018,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

POUR	20
CONTRE	0
ABSTENTION	0

ACCEPTE l'adhésion des communes de Bonnetan, Créon, Croignon, Cursan, Le Pout, Sadirac, Saint-Sulpice et Cameyrac, Lignan-de-Bordeaux, Fargues Saint-Hilaire, Loupes, Camarsac, Salleboeuf, Beychac et Caillau, Saint Genès de Lombaud à la compétence D « Défense Extérieure Contre l'Incendie » du SIAEPA de Bonnetan.

Délibération D2018-62

Objet : Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées relatif aux conséquences du transfert de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations

Lors de chaque transfert de compétences la CLECT doit dans les 9 mois établir un rapport portant sur l'évaluation de la charge transférée entre les communes et la communauté de communes. Ce rapport est ensuite soumis aux communes pour approbation dans les 3 mois. Ce rapport sert de base à la communauté de communes pour fixer le nouveau montant de l'attribution de compensation. Cette évaluation concourt à garantir la neutralité financière entre communes et communauté.

Dans le cadre du transfert de la compétence GEMAPI, la CLECT a constaté que 7 des 8 communes étaient auparavant membre d'un syndicat. Elle a relevé que désormais l'ensemble du territoire communautaire serait couvert par un des 3 syndicats. Elle a jugé pertinent de fonder son évaluation sur le montant des cotisations appelées par les syndicats.

Cette méthode a permis à la commission d'évaluer comme suit la charge transférée par chacune des communes :

Bonnetan :	1 907 €
Camarsac :	1 338 €
Carignan de Bordeaux :	13 051 €
Croignon :	1 021 €
Fargues Saint-Hilaire :	4 875 €
Pompignac :	2 700 €

Salleboeuf : 2 254 €
Tresses : 41 276 €

Laurent DELAHAYE se questionne sur les écarts de coûts entre les communes. Il est précisé que chaque commune a des problématiques très variables et des adhésions à des syndicats différents qui expliquent ces écarts.

Le Conseil Municipal,

Vu l'article 1609 nonies du code général des impôts,

Vu l'article L5219-5 du code général des collectivités territoriales,

Considérant le transfert de la compétence GEMAPI à la communauté de communes « les coteaux bordelais » depuis le 1^{er} janvier 2018,

Considérant le rapport adopté à l'unanimité par la commission locale d'évaluation de charges transférées (CLECT) lors de sa réunion du 26 juin 2018 (joint en annexe),

Après avoir entendu l'exposé du Maire,

Après en avoir délibéré,

POUR	20
CONTRE	0
ABSTENTION	0

APPROUVE le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées relatives à l'exercice de la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI).

Délibération D2018-63

Objet : Délibération portant sur le report du transfert des compétences eau et assainissement collectif au 1^{er} janvier 2026

Monsieur le Maire informe qu'après de longs mois de discussion parlementaires, le projet de loi visant à reporter le transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes prévu au 1^{er} janvier 2020 par la loi NOTRe a été adopté le 3 août 2018 (loi 2018-702). L'article 1^{er} de la loi précise que les communes membres des communautés de communes concernées par ce transfert obligatoire peuvent s'y opposer avant le 1^{er} juillet 2019 reportant de fait le transfert de la compétence au 1^{er} janvier 2026. La commune peut à la fois demander le report de la compétence eau et/ou de la compétence assainissement. La compétence des eaux pluviales a par ailleurs été exclue du champ du transfert obligatoire et demeure une compétence facultative.

La commune de Fargues Saint-Hilaire ayant d'une part programmée ses travaux d'assainissement en application de son schéma d'assainissement, ces travaux étant par ailleurs autofinancés par son budget annexe, et d'autre part la délégation de service public venant également d'être reconduite pour la période 2016-2025, il apparaît prématuré de transférer la compétence à la communauté de communes. Il semble aussi inopportun de fractionner les compétences et de ne transférer à la communauté de communes que la compétence eau actuellement déléguée au Syndicat des Eaux de Bonnetan.

Dans ce contexte, Monsieur le Maire propose que le conseil municipal s'oppose au transfert obligatoire des compétences eau et assainissement au 1^{er} janvier 2020 et rappelle que la minorité de blocage requise pour ratifier cette opposition à l'échelle de la cdc est définie par la loi (25% des communes représentant 20% de la population).

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 2018-702 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes,

Considérant la possibilité aux communes membres d'une communauté de communes de s'opposer sous conditions au transfert obligatoire de la compétence eau et/ou de la compétence assainissement,

Considérant d'une part les projets programmés par la commune de Fargues Saint-Hilaire en matière d'assainissement collectif dont les priorités ont été identifiées dans le cadre du diagnostic des réseaux, et d'autre part les disponibilités financières du budget annexe de l'assainissement qui lui permettent de mettre en œuvre ce programme selon les priorités définies,

Considérant qu'il apparaît inopportun de scinder les compétences et que la communauté de communes n'exerce que la compétence eau,

Après en avoir délibéré,

POUR	20
CONTRE	0
ABSTENTION	0

S'OPPOSE au transfert obligatoire des compétences eau et assainissement au 1^{er} janvier 2020 ;

PREND ACTE que dans le respect des conditions de la minorité de blocage définies par l'article 1^{er} de la loi 2018-702, le transfert prendra effet le 1^{er} janvier 2026.

Délibération D2018-64

Objet : Délibération donnant mandat spécial pour le congrès des Maires

Dans le cadre du 100^{ème} congrès des Maires qui se déroulait à Portes de Versailles à Paris du 20 au 22 novembre 2018, Monsieur le Maire sollicite l'accord du conseil pour l'octroi d'un mandat spécial pour lui-même, Patricia BOUCHEZ et Nathalie ROCA afin de pouvoir obtenir le remboursement des frais de déplacements, de repas et d'hébergement sur la base des frais réels et dans la limite des crédits inscrits au budget.

Monsieur le Maire rappelle que la visite au congrès et au salon est essentielle pour obtenir des coûts intéressants comme l'année dernière sur le véhicule électrique.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu l'article L 2123-18-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'invitation au 100^{ème} congrès des Maires,

Considérant l'inscription des frais de représentation du Maire à l'article 6536 du budget 2018,

Après en avoir délibéré,

POUR	19
CONTRE	0
ABSTENTION	1 (Bertrand DUBOIS)

ACCORDE un mandat spécial à Bertrand GAUTIER, Patricia BOUCHEZ et Nathalie ROCA pour le congrès des maires et obtenir le remboursement des frais sur la base des frais réels et dans la limite des crédits votés.

Délibération D2018-65

Objet : Création d'un poste d'agent d'accueil à temps non complet.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que Madame Marie-Hélène Faux, adjoint administratif en charge de l'accueil du public en mairie, a fait valoir ses droits à la retraite. Son départ sera effectif à compter du 21 décembre 2018. Afin de maintenir le niveau de service proposé sur la commune tout en rationalisant les charges de fonctionnement, la commission du personnel a validé la proposition de remplacer l'agent sur un temps non complet à 20h hebdomadaire.

Monsieur le Maire indique qu'un travail d'optimisation a été fait sur le poste.

Le conseil municipal,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 34 ;

Vu les décrets n°87-1107 et 87-1108 du 30 décembre 1987 modifiés relatifs à la rémunération et à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C ;

Vu le décret n°88-552 du 6 mai 1988 modifié, et notamment son article 8 ;

Vu les statuts particuliers des cadres d'emploi de la fonction publique territoriale ;

Vu la situation de fonctionnaires territoriaux de la Commune ;

Vu l'avis favorable de la Commission du Personnel dans sa réunion du 20 septembre pour la création d'un poste d'adjoint administratif à temps non complet (20h00),

Après en avoir délibéré,

POUR	20
CONTRE	0
ABSTENTION	0

DECIDE :

- **La création au tableau des effectifs de la commune à compter du 1^{er} décembre 2018 d'un poste d'adjoint administratif à temps non complet (20h00).**
- **L'inscription des crédits correspondants au budget de la Commune.**

Informations diverses

1/ décisions prises en application des délégations confiées au Maire par délibération du conseil municipal D2015-52 :

- Décision municipale d2018-03 du 12 juillet 2018 : revalorisation de la contribution annuelle de service public reversée à l'UFCV dans le cadre de la convention en cours jusqu'au 6 juillet 2018 : 56 577 € pour la gestion de l'APS et 19 022 € pour la gestion des NAPS.

- Arrêté municipal A2018-358 du 20 septembre 2018 : emploi des crédits aux dépenses imprévues 2500 € pour mandater le FPIC 2018 d'un montant total de 37 461 € ; solde des crédits restant aux dépenses imprévues : 17 500 €

2/ retour sur le forum des associations : fréquentation en hausse assez intense sur la journée. Organisé cette année au Carré des Forges, l'espace était tout à fait adapté à ce forum. Bertrand Dubois fait remarquer qu'à 12h les associations sont parties. Au lieu de faire jusqu'à 14h l'année prochaine, Dominique Barbe propose qu'il s'achève à 12h30.

3/ Retour sur le festival des coteaux : 2200 entrées comptabilisées cette année. Tout s'est bien passé grâce à une météo appréciable et une bonne programmation. L'encadrement et la sécurité était également au rendez-vous

4/ Gens du Voyage : de mi-juillet à début août. Un don a été fait à la commune de 730 € au total. Pas de problème pendant l'occupation, pas de gêne même si quelques dégâts très léger. Le point positif c'est qu'avec les gens du voyage il n'y a eu aucun acte de vandalisme de l'été.

5/ La fête du sport du Clos Lafitte : les associations se sont associées à l'EHPAD

6/ La commune veut honorer Mlle Jade JORAND Championne du monde de kickboxing K1 en catégorie junior. Une réception sera prochainement organisée pour la championne

7/ A pieds à vélos 2018 : 147 marcheurs et 9 vélos malheureusement de mauvaises conditions météo.

8/ Marche d'octobre rose samedi 13/10 à 9h30. Décoration de la mairie avec l'aide de Nicole NINOUS.

9/ Aménagement paysager du giratoire dans le bourg semaine 42 ou 43

10/ Finalisation de l'installation de la vidéo protection le 24/10.

11/ Le 25/10, invitation à la pose de la première pierre de la déviation à 14h30 avec le département.

12/ Le 12/10 Madame la Ministre Jacqueline GOURAULT sera au Carré des Forges et invite les élus de la Gironde à participer à cette réunion. Rdv à 14h30.

13/ En conseil communautaire du 2 octobre, a été validé l'achat du site de la Frayse pour l'implantation du futur collège.

14/ Aménagement des espaces publics du bourg : il est proposé de faire une exposition au Carré des Forges durant 15 jours à 1 mois à compter du 6 novembre. Le Maire précise que ce sont des orientations qui seront présentées et non des plans de réalisation. C'est une précision importante car certains administrés ou commerçants ont pu penser que les plans étaient verrouillés définitivement.

15/ Enquête publique du PLU : du 24 septembre ou 24 octobre. Il reste deux permanences du commissaire enquêteur (13/10 de 9h00 12h00 ; 24/10 de 14h00 à 18h00).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 21h36.